



Association EURO APP MOBILITY

**Siège social : Conservatoire National Arts et Métiers
292, rue Saint Martin – 75003 PARIS**

N° de téléphone : 01.40.27.22.63

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ARRETES AU 31 DECEMBRE 2024**

SOMMAIRE

Rapport
Bilan
Compte de résultat
Annexe

P C A Conseils

SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

11, rue Laugier - 75017 PARIS - Téléphone : 01 42 27 87 70 - E.mail : pca@pca-conseils.com

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES OPERATIONS ARRETEES AU 31 DECEMBRE 2024**
(Période du 01 janvier 2024 au 31 décembre 2024)

Aux membres de l'association,

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association EURO APP MOBILITY, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 02 avril 2025 sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

1. Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2. Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

III. Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la situation financière fragile de l'Association se caractérisant notamment par des fonds propres devenus négatifs au 31 décembre 2024.

IV. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-80 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes et notamment sur le point relatif aux EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE de l'annexe aux états financiers.

I. Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'Assemblée Générale

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier présenté par le Trésorier au nom du Conseil et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

II. Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider ou de cesser son activité.

III. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

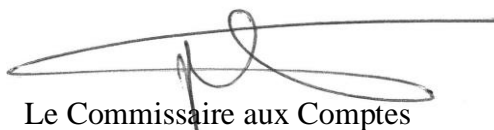
Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

- S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 30 avril 2025



Le Commissaire aux Comptes

PCA Conseils

Représentée par Monsieur Maxime OUANHON

Commissaire aux comptes

Compagnie Régionale de Paris

BILAN - ACTIF

ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2023
	Brut	Amortissements et provisions (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE (a)				
Immobilisations incorporelles:				
Immobilisations incorporelles en cours		0,00	0,00	108 787,06
Immobilisations incorporelles	123 287,06	34 242,98	89 044,08	
Immobilisations corporelles:				
Autres immobilisations corporelles	28 881,48	10 755,31	18 126,17	15 297,97
Immobilisations financières (2):				
Total I	152 168,54	44 998,29	107 170,25	124 085,03
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances et acomptes versés sur commandes	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés (a) (d)	12 020,00	0,00	12 020,00	4 000,00
Autres créances	219 800,67	0,00	219 800,67	234 855,30
Valeurs mobilières de placement (e):				
Instruments de trésorerie	7 541 220,30	0,00	7 541 220,30	3 145 231,15
Disponibilités	547 045,63	0,00	547 045,63	449 585,86
Charges constatées d'avance (3)	4 540,97	0,00	4 540,97	9 531,36
Total II	8 324 627,57	0,00	8 324 627,57	3 843 203,67
Frais d'émission des emprunts (III)	0,00	0,00	0,00	0,00
Primes de remboursement des emprunts (IV)	0,00		0,00	0,00
Ecarts de conversion Actif (V)	0,00		0,00	0,00
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	8 476 796,11	44 998,29	8 431 797,82	3 967 288,70
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an				
(3) Dont à plus d'un an				

BILAN - PASSIF

PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS PROPRES		
Réserves:		
Report à nouveau (d)	34 030,52	29 608,84
Excédent ou déficit de l'exercice (e)	-141 782,87	4 421,68
Situation nette (sous-total)		
Total I	-107 752,35	34 030,52
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		58 264,07
Total II	0,00	58 264,07
PROVISIONS		
Total III		
DETTES (1)		
Dettes financières:		
Emprunts et dettes auprès établissements de crédits (2)	336 339,11	78 940,00
Dettes d'exploitation:		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés (f)	92 027,62	87 695,70
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	126 233,59	111 162,38
Dettes diverses:		
Autres dettes	7 673 772,32	3 597 196,03
Instruments de trésorerie	0,00	0,00
Produits constatés d'avance (1)	311 177,53	
Total IV	8 539 550,17	3 874 994,11
Ecart de conversion Passif (V)	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	8 431 797,82	3 967 288,70
(1) Dont à plus d'un an		
Dont à moins d'un an		
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
(3) Dont emprunts participatifs		

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	112 100,00	46 050,00
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services		
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	994 875,56	825 748,20
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	1 309,91	305,00
Mécénats		
Legs, donation et assurance-vie		
Contributions financières		26 922,89
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		109 067,06
Utilisations des fonds dédiés	58 264,07	114 860,20
Autres produits	1,59	1,32
TOTAL I	1 166 551,13	1 122 954,67
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	673 565,91	595 076,14
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	28 287,76	15 172,66
Salaires et traitements	515 912,54	375 334,02
Charges sociales	179 382,30	136 400,61
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	39 211,01	3 518,70
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		53 665,36
Autres charges	31 879,19	28 539,09
TOTAL II	1 468 238,71	1 207 706,58
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-301 687,58	-84 751,91
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	155 231,03	117 179,59
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	155 231,03	117 179,59
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	0,00	0,00
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	155 231,03	117 179,59

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2024	Exercice 2023
3 - RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-146 456,55	32 427,68
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	499,18	
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	499,18	0,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions		
TOTAL VI	0,00	0,00
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	499,18	0,00
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	-4 174,50	28 006,00
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	1 322 281,34	1 240 134,26
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)	1 464 064,21	1 235 712,58
5 - EXCEDENT OU DEFICIT	-141 782,87	4 421,68

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL	0,00	0,00
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL	0,00	0,00

Annexes

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31 décembre 2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31 décembre 2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant l'affectation du résultat est de 8.431.797,82 euros.

Le résultat net comptable est un déficit de 141.782,87 euros.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Objet de l'association :

L'association Euro App Mobility a pour objet toute action contribuant au déploiement de la mobilité longue des apprentis au sein de l'Union européenne.

Les objectifs du projet sont :

Promouvoir l'ouverture internationale dans la formation professionnelle.

Lever les obstacles de tous ordres, juridiques, académiques, financiers, pédagogiques, psychologiques à la mobilité des apprentis et stagiaires de la formation professionnelle.

Faciliter les échanges et les synergies entre les différentes parties prenantes de l'apprentissage en France et en Europe (triangle Jeune / Entreprise / CFA) afin de concrétiser, mettre en œuvre et systématiser la mobilité en général et plus particulièrement, le dispositif de la mobilité longue (entre 3 mois et un an).

Moyens matériels et humains mis en œuvre :

L'équipe permanente est composée en 2024 de 18 salariés dont 2 à temps partiels, et 6 enseignants vacataires.

L'association dispose d'un site internet et est présente sur les réseaux sociaux (LinkedIn, Facebook, X, Instagram, You tube).

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'exercice 2024 a été marqué par les faits suivants :

- **Faits juridiques :**

4 nouveaux organismes adhérents ont rejoint EURO APP MOBILITY en 2024 : Groupe YNOV, Compétences et Développement, La Cité des formation et Omnes éducation.

- **Subvention du Ministère du Travail :**

Une convention cadre a été signée avec le Ministère du travail, sur la période du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2026. La convention porte sur 4 objectifs : la communication et l'information, le projet mona, la professionnalisation des référents mobilité et la visibilité des actions en faveur de la mobilité des alternants. La DGEFP est invitée aux CA et AG d'Euro App Mobility ainsi qu'aux comités de pilotage et groupes de travail installés.

Le montant de la subvention est porté à 500.000 euros par an depuis le 1^{er} juillet 2023, contre 400.000 euros précédemment : le produit est donc de 500.000 euros pour l'exercice 2024.

- **Projet MONA :**

- Le projet MONA, commencé en avril 2022, pour une durée de 4 ans, s'est poursuivi en 2023. EAM en qualité de chef de fil a animé et participé à de nombreuses réunions : Bureau opérationnel mensuel, Copil stratégique semestriel, Comité de pilotage opérationnel semestriel, 10 jours de groupes de travail, 31 visites de CFA, 2 réunions de travail avec Diagorient et 4 Openlab,
- Le 2^{ème} acompte de 45% sur la subvention France 2030 a été encaissé le 18 juillet 2024 pour un montant de 7.692.239,70 euros.
- Un placement a été effectué avec garantie du capital : à court terme pour 2.400.000 euros et à moyen terme pour 5.000.000 euros.
- Le montant des dépenses cumulées sur les 2 premières années du projet MONA s'élève à 10.126.371 euros au 31 décembre 2024 (montant partiel actualisé au 24 mars 2025) soit 41,81 % du budget total sur 4 ans.
- Le partenaire CMA Normandie a quitté le projet au 31 décembre 2023 et a été remplacé au 1^{er} janvier 2024 par CMA Occitanie et la Faculté des métiers de Rennes.

- **Projet MOBLT**

- Un nouveau projet intitulé « MOBLT » a été lancé en 2023. Son objet est de proposer un parcours de professionnalisation aux référents mobilité.
Le projet MOBLT a obtenu une subvention FSE+ d'un montant de 271.736 euros pour la période du 1^{er} mai 2023 au 31 août 2025, pour un coût global de 512.710 euros,
- La période d'enseignement débutée en septembre 2023 s'est prolongé avec le début d'une 2^{ème} session en septembre 2024 ; 3 nouveaux enseignants ont été recrutés, ce qui porte à 6 l'équipe d'enseignants auprès des 133 stagiaires (100 stagiaires sur la 1^{ère} session 2023/2024) dispensé sous format hybride : 20% en distanciel autonome, 41% en présentiel et 42% en visioconférence.
- Une charte graphique MOBLT a été créée et la marque MOBLT a été déposée jusqu'en 2028.
- 6 open badges ont été créés afin de certifier l'enseignement MOBLT.
- Les charges de l'exercice sont d'un montant de 198.120 euros.

- **Projet Erasmus in School**

- Dans le cadre du programme Erasmus+, EAM a signé le 5 juillet 2022 une convention de financement avec International Exchange Erasmus Student Network France pour un montant global de 29.488 euros.
- L'action d'EAM s'est terminée au cours du 1^{er} trimestre 2024. Les charges de l'exercice sont d'un montant de 30.333 euros .

- **Plateforme de matching "Moving skills"**

- La création de cette plateforme a été confiée à un prestataire en 2021 avec pour objectif d'être opérationnelle fin 2022. Cet objectif n'a pas été atteint ; l'outil n'est pas du tout opérationnel et nécessite d'autres développements : les dépenses engagées avec ce prestataire ont été considérées comme une charge.
- Les nouveaux développements techniques ont été repris en interne avec l'aide de deux nouveaux prestataires : les dépenses engagées pour cette nouvelle phase ont été considérées comme un investissement qui fera l'objet d'un amortissement. Le montant porté en immobilisations en 2024 est de 123.287 euros. La plateforme Moving skills a été mise en service au 1^{er} mars 2024, avec une durée d'amortissement de 3 ans.
- Au 11 mars 2025, la plateforme comptait 393 apprentis, 530 référents mobilité, 65 recruteurs, représentant 10 entreprises et 935 CFA.

Faits marquants postérieurs à la clôture annuelle 2024 :

néant

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux dispositions du nouveau règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 modifié par le règlement 2020-08 du 4 décembre 2020.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les montants sont exprimés en Euros.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :
Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.
- Créances :
Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.
- Provisions pour risques et charges :
Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.
- Dettes :
Elles sont valorisées à leur valeur nominale. Les congés à payer sont incorporés dans les charges annuelles selon un inventaire nominatif annuel par salarié.

Notes sur le bilan

1) L'ACTIF

1.1 - Actif immobilisé

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie réelle.
La règle du prorata temporis est appliquée pour les acquisitions de l'année.

Mouvements sur les valeurs brutes

IMMOBILISATIONS	au 31/12/2023	Acquisitions	Total	Diminutions	au 31/12/2024
Platerforme Moving Skills		123 287,06	123 287,06		123 287,06
Immobilisation incorporelle en cours	108 787,06		108 787,06	108 787,06	0,00
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	108 787,06	123 287,06	232 074,12	108 787,06	123 287,06
Matériel informatique	12 125,28	3 710,02	15 835,30		15 835,30
Mobilier de bureau	8 959,97	4 086,21	13 046,18		13 046,18
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	21 085,25	7 796,23	28 881,48	0,00	28 881,48
TOTAUX	129 872,31	131 083,29	260 955,60	108 787,06	152 168,54

Les investissements de l'exercice concernent :

2 ordinateurs, 2 écrans de bureau, 1 écran pour visioconférence, 3 bureaux, 1 table de réunion et la plateforme "Moving Skills", mise en service le 1er mars 2024 et amortie sur une durée de 3 ans.

Mouvements sur les amortissements

AMORTISSEMENTS	au 31/12/2023	Augmentations	Total	Diminutions	au 31/12/2024
Platerforme Moving Skills	0,00	34 242,98	34 242,98		34 242,98
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0,00	34 242,98	34 242,98	0,00	34 242,98
Matériel informatique	4 968,86	3 842,94	8 811,80		8 811,80
Mobilier de bureau	818,42	1 125,09	1 943,51		1 943,51
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 787,28	4 968,03	10 755,31	0,00	10 755,31
TOTAUX	5 787,28	39 211,01	44 998,29	0,00	44 998,29

1.2 - Actif circulant

Les créances sont évaluées à leur valeur normale.
Le degré d'exigibilité des créances est inférieur à 1 an.

Créances Actif circulant	Montant brut au 31 décembre 2024	Échéances	
		à 1 an au plus	à plus d' 1 an
Subventions	189 923,27	189 923,27	
Créances relatives au personnel	559,44	559,44	
Cotisations	12 020,00	12 020,00	
Charges constatées d'avance	4 540,97	4 540,97	
Etat - produit à recevoir	29 317,96	29 317,96	
TOTAL	236 361,64	236 361,64	0,00

2) LE PASSIF

2.1 - Variation des fonds propres

Les fonds propres passent de 34.030,52 euros à un solde débiteur de 107.752,35 euros : ils sont donc négatifs.
L'impact négatif concerne le résultat 2024 déficitaire, soit 141.782,87 euros.

2.2 - Les fonds dédiés

FONDS DEDIES	au 31/12/2023	Dotation	Reprise	au 31/12/2024
Subvention France 2030/CDC MONA	4 486,24		4 486,24	0,00
Subvention Erasmus + EIS	112,47		112,47	0,00
Subvention FSE+ MOBLT	53 665,36		53 665,36	0,00
TOTAUX	58 264,07	0,00	58 264,07	0,00

2.3 - Provisions pour risques et charges

néant

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Aucune provision pour risques et charges n'est constatée à la clôture des comptes 2024.

2.4 - Les dettes

Elles sont valorisées à leur valeur nominale. Les congés à payer sont incorporés dans les charges annuelles selon un inventaire nominatif annuel par salarié.

Etat des dettes

Dettes	Montant brut au 31 décembre 2024	Échéances		
		à 1 an au plus	à plus d'1 an	à plus de 5 ans
Dettes financières	336 339,11	336 339,11		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	92 027,62	92 027,62		
Dettes sociales et fiscales	126 233,59	126 233,59		
Consortium Mona subvention à verser	7 575 372,67	7 575 372,67		
Autres créditeurs divers	98 399,65	98 399,65		
Produits constatés d'avance	311 177,53	311 177,53		
TOTAL	8 539 550,17	8 539 550,17	0,00	0,00

AUTRES INFORMATIONS

Rémunération des cadres dirigeants

Les membres du conseil d'administration dirigeants au sens de l'instruction fiscale 4H-5-06 du 18 décembre 2006 exercent bénévolement leur mandat.
Aucune rémunération en espèces ou en nature ne leur versée.

Effectif moyen

L'effectif moyen 2024 est de 9,45 ETP. (moyenne des effectifs à la fin de chaque trimestre)

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes 2024 figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 17.100 € TTC.

Contributions volontaires en nature :

L'association ne bénéficie d'aucune contribution volontaire en nature.

ACTIF

AUTRES CREANCES	au 31/12/2024	au 31/12/2023
SUBVENTION		
Ministère du travail (DGEFP), fonctionnement	150 000,00	125 000,00
Ministère du travail (DGEFP), FSE+, projet MOBLT	34 330,99	
Erasmus+, projet EIS	5 592,28	11 795,20
AUTRES PRODUITS A RECEVOIR		
Formation professionnelle		280,00
EAM EU		69 601,80
Cotisations		4 000,00
Créances relatives au personnel	559,44	98,30
Etat	29 317,96	
Produits à recevoir		28 080,00
CREANCES DIVERSES		
TOTAL	219 800,67	238 855,30

TRESORERIE	au 31/12/2024	au 31/12/2023
Comptes à terme	2 400 000,00	3 050 000,00
Titre négociable à moyen terme	5 000 000,00	
Banque BNP comptes courants	547 045,63	449 585,86
Livret A	79 293,67	76 984,15
Intérêts courus non échus	61 926,63	18 247,00
TOTAL	8 088 265,93	3 594 817,01

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	au 31/12/2024	au 31/12/2023
Location logiciel Docusign	483,00	362,95
Abonnement News tank	0,00	3 573,50
Abonnement AEF Social RH	2 156,93	2 128,35
Logiciel Sage Compta 100	1 715,52	3 431,04
Abonnement Box Bouygues	35,52	35,52
Location copieur Certa	150,00	
TOTAL	4 540,97	9 531,36

PASSIF

FONDS DEDIES	au 31/12/2023	Dotation	Reprise	au 31/12/2024
Subvention France 2030/CDC MONA	4 486,24		4 486,24	0,00
Subvention Erasmus + EIS	112,47		112,47	0,00
Subvention FSE+ MOBLT	53 665,36		53 665,36	0,00
TOTAUX	58 264,07	0,00	58 264,07	0,00

CONCOURS BANCAIRES	au 31/12/2024	au 31/12/2023
Banque BNP comptes courants	336 339,11	78 940,00
TOTAL	336 339,11	78 940,00

FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	au 31/12/2024	au 31/12/2023
Fournisseurs	37 454,62	70 595,70
Acolit	6 771,60	
Addiction		46 645,08
Bouygues télécom	40,99	40,99
Canopé		425,00
ESN Espagne		1 300,43
DPI Workspace	602,00	
Intervista	16 380,00	
Le Bon Cap	6 140,23	
Lenoir Sarah (Alkeemia)		6 480,00
LS & P	15,30	
Moreau Jean-Luc	1 800,00	9 000,00
PCA Conseils	5 703,60	4 800,00
Pennaforte Antoine	0,90	
Trademarks		937,00
Vous comptez		967,20
Fournisseurs FNP et Charges à payer	54 573,00	17 100,00
Certa	111,00	
Europe et Company	24 822,00	
Intervista	4 380,00	
Open for Europe	8 160,00	
PCA Conseils	17 100,00	17 100,00
TOTAL	92 027,62	87 695,70

DETTES FISCALES ET SOCIALES	au 31/12/2024	au 31/12/2023
Dettes sociales	81 603,59	62 691,98
Rémunérations dues	26,08	0,00
Urssaf	18 917,00	15 801,00
Retraite Malakoff Humanis	6 774,79	5 906,84
Prévoyance Hélium	979,85	778,81
Mutuelle Le Ralliement		
Congés à payer charges comprises	54 905,87	40 051,30
Notes de frais		154,03
Dettes fiscales	44 630,00	48 470,40
Taxe sur les salaires	23 362,00	12 265,00
Etat - Prélèvement à la source	4 151,00	3 272,40
Impôt sur les collectivités à but non lucratif	17 117,00	32 933,00
TOTAL	126 233,59	111 162,38

AUTRES DETTES	au 31/12/2024	au 31/12/2023
Membres du consortium Mona - subvention à verser	7 575 372,67	3 597 196,03
Autres créiteurs divers	97 623,12	
Charges à payer	776,53	
TOTAL	7 673 772,32	3 597 196,03

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	au 31/12/2024	au 31/12/2023
Subvention France 2030 MONA (solde sur acompte 90%)	311 177,53	
TOTAL	311 177,53	0,00

SUBVENTIONS COMPTABILISES EN 2024		
Nature de la subvention	Autorité administrative	Montant
Subvention d'exploitation EAM	Ministère du Travail (DGFEF)	500 000,00
Subvention d'exploitation MONA	CDC, France 2030	425 937,69
Subvention d'exploitation MOBLT	Ministère du Travail (DGFEF), FSE+	34 330,99
Subvention d'exploitation EIS	Agence ERASMUS France, ERASMUS +	5 704,75
Concours public Contrats apprentis	Agence de services et de paiement	6 500,00
TOTAL		972 473,43

Reporting financier - Projet MONA :

Le 2ème acompte de 45% sur la subvention France 2030 a été encaissé le 18 juillet 2024 pour un montant de 7.692.239,70 euros.

Les partenaires du projet MONA ont poursuivi en 2024 leurs dépôts de dépenses sur la plateforme de reporting.

Quatre dépôts trimestriels ont été contrôlés (le 4^{ème} trimestre 2023 ainsi que les 3 premiers trimestres 2024) ; Le montant de la subvention versée à ce titre aux partenaires MONA s'est élevé à **3.241.021,51 euros** qui s'ajoutent aux montants payés en 2023, 3.020.467,42 euros * et en 2022, 128.956,08 euros.

(* précision : en 2023, le montant des paiements, 3.051.936,42 euros, incluait un fonds de roulement pour 31.469 euros).

Au 31 décembre 2024, le montant des dépenses s'est élevé à **10.409.137 euros** ; soit une subvention à hauteur de 7.286.395 euros (montant partiel actualisé au 14 avril 2025 cf. tableau de bord de la plateforme de reporting Mona).

Le partenaire CMA Normandie a notifié l'arrêt de son projet Mona au 31 décembre 2023 pour ses 2 CFA (CIFAC de Caen et IFORM de Coutance) et a été remplacé par deux nouveaux partenaires : CMA Occitanie et Faculté des métiers de Rennes.

Etat Budget / Réalisé cumulé par poste, arrêté au 4ème trimestre 2024



Etat Budget / Réalisé par poste

Edition du 14 avril 2025 sur budget révisé

Poste budgétaire	Budget 4 ans révisé	Subvention CDC	Réalisé au 31 décembre 2024	% / Budget 4 ans
Dépenses de Personnel	13 994 437,67	9 798 486,67	7 201 747,79	51,46%
Référent mobilité	8 899 934,25	6 226 131,57	5 068 768,14	56,95%
Personnel affecté au projet	5 094 513,42	3 572 355,10	2 132 979,65	41,87%
Dépenses de fonctionnement	6 095 990,55	4 274 401,97	3 207 389,41	52,61%
Prestations externes	4 006 614,67	2 804 628,97	1 087 369,29	27,14%
Frais généraux calculés (15% des frais de personnel)	2 089 375,88	1 469 773,00	1 080 262,29	51,70%
Achats			134 764,36	
Honoraires			292 887,19	
Déplacements			473 040,99	
Autres dépenses			139 065,29	
Budget : achats, honoraires, déplacements, ...	4 329 391,78	3 020 985,36		
Tous les partenaires en total	24 419 820,00	17 093 874,00	10 409 137,20	42,63%

Les montants correspondent aux structures ayant certifié leur dépôt ; les 3 dépôts manquants au 14 avril 2025 représentent 174 k€.

Le taux global de réalisation est de **42.63%** par rapport au budget global des 4 années.

Les dépenses de la plupart des partenaires ayant débuté en octobre 2022, **le taux linéaire budgétaire s'élève ainsi à 56,25 % au 31 décembre 2024. (9 trimestres sur 16 trimestres)**

Etat Budget / Réalisé cumulé par action, arrêté au 4ème trimestre 2024



Etat Budget / Réalisé par actions

Edition du 14 avril 2025 sur budget révisé

Poste budgétaire	Budget 4 ans révisé	Subvention CDC	Réalisé au 31 décembre 2024	% / Budget 4 ans
A1 - Fonction de référent mobilité	12 596 731,91	8 817 712,42	6 494 856,07	51,56%
A2 - Digitalisation	2 380 975,91	1 666 683,18	795 035,51	33,39%
A3 - Reconnaissance et validation de la mobilité	1 432 805,05	1 002 963,57	507 965,07	35,45%
A4 - Introduction des langues étrangères	1 247 007,08	872 904,99	200 362,82	16,07%
A5 - Coordination et pilotage	3 473 797,09	2 431 657,96	1 872 026,07	53,89%
A6 - Evaluation et audit	222 539,78	155 777,84	103 301,06	46,42%
A7 - Evaluation qualitative	137 237,12	96 065,98	82 444,56	60,07%
A8 - Communication	355 815,11	249 070,58	196 516,12	55,23%
A9 - Ouverture européenne	600 000,06	420 000,04	156 629,80	26,10%
A10 - Favoriser la mobilité dans les formations	1 972 902,20	1 381 031,54	0,00	0,00%
Tous les partenaires en total	24 419 811,31	17 093 868,10	10 409 137,08	42,63%